

PAYS : FINLANDE

NOM DE L'AUTORITÉ	STATUT	POUVOIRS	CHAMP DE COMPÉTENCES	BUTS	NOMINATION DES MEMBRES
<p>The Finnish Communications Regulatory Authority (FICORA)</p> <p>(anciennement TAC)</p>	<p>Agence dépendante du ministère des transports et de la communication</p> <p>= Public</p>	<p>- <u>pouvoir de régulation en matière de télécommunication, de noms de domaines nationaux, de radiocommunication et de certificats de qualification</u></p> <p>- <u>pouvoir de décision en matière de numérotation, de télécommunication et de concurrence (significant market power)</u></p> <p>- <i>pouvoir de recommandation et de lignes directrices en matière de télécommunications et de régulation économique</i></p> <p>- <i>pouvoir de notification des décisions</i></p> <p>- <i>rédactions de rapports.</i></p>	<p>Télécommunications (téléphonie fixe et mobile, internet) et audiovisuel. Gestion des contenus, des fréquences et des normes techniques des terminaux. Collecte des redevances mensuelles dues par les opérateurs de télévision et de radio.</p> <p>7 directions : développement et soutien ; technologie de l'information ; communications ; redevances télévisuelles ; fréquences radio ; réseaux et sécurité ; marchés et services de la communication.</p>	<p>- une société de l'information sure.</p> <p>- des connexions de communication électroniques effectives.</p> <p>- des infrastructures suffisantes et sans interférences pour les communications électroniques.</p> <p>- des marchés de la communication qui fonctionnent effectivement.</p> <p>- des services de communication de bonne qualité.</p> <p>- des médias électroniques polyvalent/universels.</p>	<p>(fonctionnaires?)</p>

La FICORA dépend du ministère des transports et des communications, c'est donc ce dernier qui, en réalité, s'occupe de la régulation des médias et télécommunications.

Mais du fait de l'importance dans ce pays du respect du principe de liberté d'expression et de publication, l'auto-régulation des médias et des télécommunications occupe une grande place et la plupart des secteurs ont mis en place des comités « privés » de régulation. Il existe donc une corrélation.

Conseil pour les médias de masse	Mis en place par les éditeurs de médias de masse et les journalistes. = privé	- Édiction de règles de conduites (morales) pour les journalistes (résolutions). - réception des plaintes des usagers des médias. - si la plainte est fondée le média fautif doit publier la décision du CMM. Si un principe fondamental est violé, le CMM peut ordonner une investigation.	Auto-régulation des médias de masse (journaux principalement)	Auto-régulation des médias de masse par les éditeurs et les journalistes. Promotion des règles d'éthique et des principes de la profession.	1 président nommé par le groupe de management du CMM , 7 représentants des zones d'expertises concernées (des « experts ») et 3 représentants du public élus par les autres membres du conseil.
« Grand tournant des horaires de programmation télévisuelle »	Chaînes publiques de télévision et 2 autres chaînes privées. = privé		Auto-régulation par certaines chaînes de télévision, et notamment le service public audiovisuel, des horaires de programmations afin de protéger la jeunesse.		

Ombudsman des services téléphoniques	Autorité administrative indépendante.		Auto-régulation des services téléphoniques.		
MAPEL (comité d'éthique pour des services de valeur).	« groupe de confiance » = privé	Pouvoirs basés sur l'auto-régulation et le volontarisme. Les décisions rendues sont publiques mais leur publicité peut être limitée	Auto-régulation de la téléphonie et de l'Internet.	Supervise la production de services électroniques de valeur.	1 présidents et des représentants des aires d'expertises concernées : éthique, marché, opérateurs de réseaux et juridique. Choisis par le conseil d'administration du « Teleforum association ».

PAYS: SUÈDE

NOM DE L'AUTORITÉ	STATUT	POUVOIRS	CHAMP DE COMPÉTENCES	BUTS	NOMINATION DES MEMBRES
<p>The Swedish Broadcasting Commission</p> <p>(Granskningsnämnden för radio och TV)</p>	<p>autorité nationale contrôlée par le Ministère de l'éducation, de la recherche et de la culture</p>	<p>Contrôle des programmes sur demande du public ou du directeur de la commission</p> <p>Contrôle la conformité des programmes au « radio and tv act » ainsi qu'au conditions prévues par les licences délivrées aux société de programmes</p> <p>Visionnage de tous les programmes diffusés au public</p> <p>Pouvoir de sanction avec possibilité de blâme, critiques, amendes</p> <p>Décisions rendues par la commission constituent des précédents</p>	<p>Services télévisuels terrestres</p> <p>Radios commerciales</p> <p>Radios communautaires</p> <p>Télévision par câble</p> <p>Télévision par satellite</p> <p>Web TV et Web radio</p> <p>(les règles prévues par l'acte ne s'appliquent pas aux diffuseurs étrangers qui dépendent de la juridiction de leur pays d'établissement)</p>	<p>Garantir le respect de la liberté d'expression et de la liberté de l'information</p> <p>Garantir le respect du « radio and tv act » avec notamment éviter que les intérêts commerciaux ne prévalent sur l'information, régler le temps de publicité, faire respecter la réglementation en matière de diffusion de contenus violents et pornographiques, impartialité dans la diffusion des programmes par les sociétés de programmes</p> <p>Garantir que les sociétés de</p>	<p><u>Nomination par le gouvernement</u></p> <p>2 divisions au sein de cet organe : la Commission et l'Agence</p> <p><u>Composition de la commission:</u> 7 commissaires ordinaires et 2 députés commissaires 1 président 1 vice président (tous deux juges d'une haute juridiction). Autres membres venant de tous milieux politiques et ayant une expérience dans le domaine des médias, de la culture et du social.</p> <p><u>Composition de</u></p>

		<p>Décisions peuvent être rendues par la commission à trois degrés différents :</p> <ul style="list-style-type: none">- décision rendue lors d'une « session plénière » lors de laquelle tous les commissaires vont alors décider de la des mesures à prendre- Les violations mineures des règles imposées aux diffuseurs peuvent être traitées par le président ou vice président de la commission- le directeur gère les cas dans lesquelles la violation de la loi ou des termes de la licence en question n'est pas évidente	<p>programmes respectent les conditions des licences qui leur ont été délivrées</p>	<p><u>l'Agence :</u></p> <p>13 employés qui s'occupent de gérer les opérations de l'agence. Cette division est présidée par un directeur nommé par le gouvernement et qui a une expérience judiciaire</p>
--	--	--	---	---

NOM DE L'AUTORITÉ	STATUT	POUVOIRS	CHAMP DE COMPÉTENCES	BUTS	NOMINATION DES MEMBRES
<p><u>The radio and tv authority</u></p>	<p>autorité nationale contrôlée par le Ministère de l'éducation, de la recherche et de la culture</p>	<p>L'autorité accorde les licences aux diffuseurs locaux, supervise les émissions de radio et de télévision locales</p> <p>Surveille et communique l'évolution dans le domaine des médias.</p> <p>Le service administratif rédige également des applications pour la radiodiffusion terrestre, la télévision numérique.</p> <p>Elle gère les questions d'autorisation de publication des bases de données. Elle répertorie les diffuseurs d'émissions</p>	<p>Compétence élargie en terme de diffuseurs locaux.</p> <p>L'autorité a des compétences limitées en terme de médias nationaux mais elle doit faire part de son avis au gouvernement pour l'attribution de licences aux médias nationaux.</p>	<p>Soutenir la liberté d'expression et la diversité à la radio et la télévision et ce à travers l'octroi de licences.</p> <p>Fournir des informations dans le domaine des médias.</p> <p>Promouvoir l'accessibilité à la radio et la télévision grâce à la préparation de règlements afin d'établir des normes pour la télévision</p>	<p>Composition : 16 employés et un directeur général (actuellement M. Magnus Larrson). Les activités sont divisés en trois zones: un département de licence, service administratif et un département de contrôle et d'enquête. + un conseil spécial de transparence a été chargée de garantir la transparence de ces activités. Il existe également un Conseil Consultatif de 3 membres qui sont nommés par le gouvernement</p>

radiophoniques et télévisuelles. Elle gère également les droits de concession pour la radio locale et la Tv locale.

Les licences pour la radio numérique et la TNT sont accordées par le gouvernement mais l'autorité traite les demandes et émet un avis quant aux licences qui devraient être accordées.

L'autorité publie également des rapports concernant le secteur des médias.

NOM DE L'AUTORITÉ	STATUT	POUVOIRS	CHAMPS DE COMPÉTENCES	BUTS	NOMINATION DES MEMBRES
<p><u>Swedish post and telecom agency</u></p> <p>PTS</p>	<p>Rattachement formel à un ministère chargé des télécommunications.</p> <p>Faible indépendance de la PTS.</p>	<p>PTS est chargé de délivrer des licences aux opérateurs postaux.</p> <p>PTS supervise les fournisseurs de services internet.</p> <p>PTS s'assure que la concurrence fonctionne.</p> <p>PTS s'assure de la protection de la vie privée concernant les données circulant sur internet.</p> <p>PTS distribue le spectre radiophonique et délivre des licences pour les appareils radio émetteurs.</p>	<p>PTS surveille les communications électroniques et les services postaux, cela comprend aussi la téléphonie, l'Internet, et la radio.</p> <p>PTS dispose de plusieurs départements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - département de gestion des fréquences, - département de la concurrence, - département des affaires, - département network security, - département du spectre et du marché. 	<p>PTS permet des communications sécurisées.</p> <p>PTS veille à l'utilisation efficace des ressources publiques.</p> <p>PTS assure la robustesse du réseau.</p> <p>PTS lutte contre les incidents informatiques.</p> <p>PTS lutte contre les interférences radio .</p>	<p>Directeur général de PTS : Marianne Treschow.</p> <p>PTS compte environ 250 employés (ingénieurs, économistes, experts judiciaires).</p>

PAYS : NORVÈGE

NOM DE L'AUTORITÉ	STATUT	POUVOIRS	CHAMP DE COMPÉTENCES	BUTS	NOMINATION DES MEMBRES
<p><u>Autorité norvégienne des médias</u></p>	<p>Considérée comme indépendante mais relève du ministère de la culture et des cultes.</p>	<p>Conseil le gouvernement dans le domaine de la politique et des règlements à adopter dans le secteur des médias.</p> <p>Accorde des aides aux journaux qui sont économiquement faibles.</p> <p>Soutien particulier pour les journaux publiés dans une langue régionale menacée (le sami)</p> <p>L'autorité norvégienne des médias gère les licences des radios locales, de la télévision et de radiodiffusion par satellite.</p>	<p>Journaux</p> <p>Radio</p> <p>TV</p> <p>Classifications des films</p>	<p>Garantir la démocratie grâce à une multiplicité de médias indépendants et libres.</p> <p>Assurer l'existence de médias diversifiés.</p> <p>Soutenir la diversité grâce à des aides financières.</p> <p>Éviter les concentrations.</p> <p>Protéger les médias nationaux, locaux et régionaux afin d'éviter toute uniformisation.</p>	<p>54% sont des femmes, hommes 46%.</p> <p>Ils viennent de tous horizons (droit économie, journalisme, sciences sociales, enseignement ...)</p> <p>L'autorité est divisée en différents services « licences et supervision », « subventions et études », « sécurité des usagers » et « administration ». Le tout est géré par un directeur.</p> <p>Nomination?</p>

Impose des sanctions
lorsque les termes des
licences ne sont pas
respectés

(Pour la radio les
licences sont
accordées pour 6 ans ,
obligations liées aux
programmes et pas de
frais pour les licences)

(Pour la TV les licences
sont requises
uniquement si elles
sont distribuées sur les
réseaux terrestres, ou
si elles sont nationales
ou locales

TV par câble et
satellite sont
uniquement soumises
à une procédure
d'inscription

Télévision publique a
un droit légal de
diffuser, pas besoin de
licence.

mais sont soumis à
des obligations de
service public

Les radio diffuseurs

commerciaux paient
des frais pour leurs
licences)

(Pour les films : tous
les films et
vidéogrammes
commercialisés au
public doivent être soit
enregistrés soit
approuvés par
l'Autorité norvégienne
des médias.

Les films doivent
respecter certains
critères : éviter les
usages abusifs de la
violence, ne pas
contrevenir à la
décence publique...

Protéger les enfants
de contenus qui
pourraient les
affecter.)

NB: L'autorité norvégienne de la concurrence intervient également dans le secteur des médias afin de faire respecter les règles en matière de concurrence et de favoriser la diversité afin d'offrir un meilleur service au public.

Existe-t-il un modèle scandinave de la régulation des médias et des télécommunications?

Les autorités suédoises et finlandaises sont rattachées au ministère chargé de la communication. Cependant, il n'y a pas de forme unique. En suède, plusieurs autorités cohabitent, avec un champ de compétence propre à chacune. À contrario, la Finlande ne dispose que d'une seule autorité « nationale », mais à côté d'elle, il existe une multitude d'organisations privées et informelles qui disposent en réalité d'un pouvoir moral sur les professionnels (comme l'Ombudsman par exemple).

Il n'existe donc pas de modèle « institutionnel » scandinave, mais les buts affichés par les autorités publiques sont proches : des infrastructures suffisantes, un marché performant et libre, une accessibilité aux réseaux facilitée et éviter les interférences. La suède met également l'accent sur le respect de la liberté d'expression.

La norvège quant-à elle semble plus protectionniste vis-à-vis de ses médias et, si elle avance l'importance de la diversité, c'est avant tout la diversité des cultures nationales et dans langues diverses qui existes dans le pays. Cependant, la liberté et l'indépendance des médias revêt également pour eux une grande importance.

PAYS : ROYAUME- UNI

NOM DE L'AUTORITÉ	STATUT	POUVOIRS	CHAMP DE COMPÉTENCES	BUTS	NOMINATION DES MEMBRES
<p>L'Office of communications (Ofcom)</p>	<p>L'ofcom l'autorité régulatrice des télécommunications au Royaume-Uni, qui bénéficie d'un statut comparable aux autorités indépendantes françaises, étant lui aussi doté de la personnalité morale. Il a été défini en 2002 par l'<i>Office of Communications Act 2002</i>.^[1] Il a été créé le 1 avril 2003 et est entré en fonction le 29 décembre 2003.^[2] Il regroupe les fonctions de l'<i>Oftel</i>, la <i>Independent Television Commission</i>, la <i>Broadcasting Standards Commission</i>, la <i>Radio Authority</i> et la <i>Radio Communications Agency</i></p>	<p>pouvoir de régulation en matière de télécommunication, L'Ofcom est le régulateur des communications. réglemente les secteurs de la télévision et la radio, la téléphonie fixe et mobiles, ainsi que les ondes sur lesquelles fonctionnent les appareils sans fil. Assure que les personnes au Royaume-Uni tirent le meilleur de leurs services de communications et sont protégés contre les escroqueries et les pratiques déloyales, tout en assurant que la concurrence puisse se développer.</p>	<p>☒ <u>Radiodiffusion</u> ☒ <u>Télécommunications</u> <u>Le spectre radioélectrique</u> ☒ <u>La concurrence et des enquêtes</u> ☒ les chaînes de télévision et stations de radio existantes; ☒ services de télévision numérique, comme Freeview, Sky et Virgin Media et de toutes les stations de radio numériques; ☒ services de télévision sur Internet, tels que Home Choice; ☒ télétexte et service pour les deux licences de télévision et radio; ☒ La radio communautaire. ☒ l'application des règles sur les fournisseurs de télécommunications</p>	<p>developper un large éventail de télévision de haute qualité et des programmes de radio en faisant appel à un éventail de goûts et d'intérêts;</p> <p>☒ protéger les gens contre les contenus préjudiciables ou offensants; ☒ protection contre le traitement inéquitable dans la télévision et de radio, et le respect de la vie privée, ☒ verifie que le spectre radio (les ondes utilisées par tous, des entreprises de taxis et les propriétaires de bateau, pour les entreprises de téléphonie mobile et les diffuseurs) est</p>	<p>Pour l'organisation de l'ofcom, la loi suit le modèle de la gouvernance d'entreprise. Le conseil (ou commission ou l'autorité) comprend des membres dont certains font partie de la direction de la structure (exécutive member) ; le président est nommés parmi les membres ne faisant pas partie de la direction ; la direction est responsable devant le conseil, qui est responsable de la stratégie et s'appuie sur plusieurs organes.</p> <p>Le principal conseil donne des indications sur la marche à suivre pour notre</p>

			<p>qui ont une grande part du marché;</p> <p>2. fixer des règles générales que tous les fournisseurs de télécommunications doivent tenir</p> <p>pas responsables de la réglementation</p> <p>concernant:</p> <p>Les litiges entre vous et votre prestataire de télécommunications;</p> <p>les e-mails et les contenus Internet (y compris les contenus Internet disponibles sur les téléphones mobiles);</p> <p>les Premium-services surtaxés, y compris les services mobiles de texte et de sonneries de téléphone; le contenu de la télévision et la radio spots;</p> <p>les plaintes concernant</p>	<p>utilisée de la manière la plus efficace.</p> <p>. cherche à maintenir et renforcer pour le Royaume-Uni un service de haute qualité publique de radiodiffusion.</p> <p>L'ofcom s'assure qu'une large gamme de programmes de télévision sont réalisés par des producteurs indépendants ainsi que par les diffuseurs, y compris ceux dans les pays et régions dans le Royaume-Uni</p>	<p>organisation. Il dispose d'un Président non-exécutif, les directeurs exécutifs (dont le chef de l'exécutif), et le non-exécutif.</p> <p>Le conseil du contenu. Le conseil de contenu est un comité du conseil principale, et il établit et applique les normes de qualité et pour la télévision et la radio.</p> <p>Le Conseil du Contenu compte des membres représentant chacun des pays dans le Royaume-Uni.</p> <p>Comités consultatifs</p> <p>. Les comités consultatifs pour l'Angleterre, Irlande du Nord, Ecosse et Pays de Galles de fournissent des conseils et des avis sur les questions qui</p>
--	--	--	--	---	--

A titre informatif

(independent
Broadcasting
Authority)

A titre informatif

(Les radios et
télévisions
commerciales sont
contrôlées (depuis
1954) par une autorité
de diffusion
indépendante
(independent
Broadcasting
Authority), structure
nommé par le
gouvernement.)

l'exactitude dans les
programmes de la BBC;
la redevance TV BBC
taxe, ou

journaux et
magazines.

intéressent et
préoccupent

Le Conseil de la
Consumer Panel (panel
de consommateur) est
indépendant de nous
et donne des conseils
sur des questions
affectant les clients
dans les marchés que
nous réglementons.

un comité consultatif
pour les plus âgés et les
personnes handicapées
pour s'assurer que
l'ofcom prend leurs
intérêts particuliers en
compte

il y a aussi un spectre
conseil consultatif
composé de personnes
ayant des
connaissances
techniques
particulières et des
compétences.

La question des
conditions de

					<p>nomination des régulateurs a été discutée par la commission de la constitution de la chambre des lords. Ces derniers ont conclut que les régulateurs doivent continuer à être nommé par le ministre (nomme les membres du collège pour 5 ans renouvelable)</p> <p>La chambre des lords écarte la proposition de sélection par une commission indépendante et ne veut pas poser les bases du non renouvellement du mandat</p>
<p>Press Complaints Commission (PCC)</p>	<p>Autorité privée indépendante, auto-régulation</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Code de pratique (seulement 1 autorité morale sur les professionnels) - prise de décisions sur les plaintes émanant des lecteurs de la presse 	<p>Journaux et magazines</p>	<p>Faire bénéficier le public des avantages de l'auto-régulation de la presse :rapidité, gratuité, accessibilité, protection des personnes vulnérables, maintient d'une presse</p>	<p>Soucis de transparence et d'ouverture à l'observation du travail de la commission : 17 membres dont la majorité n'a aucun lien avec la presse. Composition : 1</p>

		- rédaction de rapports annuels et biannuels		gratuite et responsable et soumission morale des membres à l'autorité indépendante.	président, des membres issus du public et des membres issus de l'industrie de la presse. Le président indépendant est nommé par l'industrie de la presse, les autres membres de la commission sont nommés par une « commission de nomination ». aucun membre ne peut avoir de lien avec des activités de presse
--	--	--	--	---	---

PAYS : ALLEMAGNE

L'ensemble des activités liées aux médias relève en Allemagne du droit constitutionnel.

La liberté des médias garantie par la constitution a pour corolaire leur indépendance vis-à-vis de l'état.

La constitution interdit à tout gouvernement (land) d'intervenir dans le pilotage des sociétés de radio télévision.

Les établissements du secteur public de l'audiovisuel sont indépendants des Länder qui les ont créés. Chacun d'eux est soumis au contrôle d'un organe interne, le conseil de la radiodiffusion qui, d'après la Cour constitutionnelle, " *représente et défend les intérêts de la collectivité* ".

La composition de ce conseil varie d'un établissement à l'autre, mais elle doit refléter les différents courants d'opinion du Land d'implantation. En effet, les représentants de la société civile (les Églises, les fédérations patronales, les syndicats, les chambres de commerce et d'industrie, les associations de jeunes, d'artistes...) doivent constituer au moins les deux tiers de ses membres.

Les instances de régulation du secteur privé

Le secteur privé de l'audiovisuel est contrôlé par des établissements publics autonomes, les *Landesmedienanstalten*.

Dans presque tous les Länder, la structure des *Landesmedienanstalten* est calquée sur celle des établissements de la radiodiffusion publique. En particulier, leur conseil de surveillance doit refléter les courants d'opinion du Land.

Les établissements des medias des länder sont des instances de régulation dans chaque land, ce sont des collectivités de droit public, dotés d'une autonomie administrative et financière, et surtout d'un pouvoir règlementaire

Les membres de ces établissements sont délégué ou élus par les groupes représentatif de la société ce qui garantie le pluralisme d'opinion.

On compte 15 autorités de régulation en Allemagne, généralement une par Länder (1 pour Berlin et brandebourg) avec une réglementation commune sous forme de contrat d'état conclut par les chefs de gouvernement et ratifier par les parlements respectif

Elles sont réunies en association des autorités de régulation allemande, la ALM

Les organes des « Landesmedienanstalten » et des « Bundesrundfunkanstalten » fédérales dépassent nettement cette moyenne en raison de leurs fonctions, en particulier celle de réaliser l'objectif d'une représentation démocratique. Le conseil de télévision du ZDF («Zweites Deutsches Fernsehen ») compte ainsi soixante-dix-sept membres, les conseils d'administration sont composés tout de même de sept à quinze membres.

En vue de matérialiser le principe constitutionnel de pluralité dans la composition des autorités, la **société civile est d'influence majeure**. Les Eglises, les organisations d'employeurs et d'employés, les organisations de sport, les associations écologistes, les associations de femmes, de familles et d'enfants désignent ainsi certains membres des conseils des « Landesmedienanstalten ».

NOM DE L'AUTORITÉ	STATUT	POUVOIRS	CHAMP DE COMPÉTENCES	BUTS	NOMINATION DES MEMBRES
<p>☒ ALM - Arbeitsgemeinschaft der Landesmedienanstalten (association des 15 autorités de régulation allemandes)</p>	<p>Les 14 autorités régionales des médias en Allemagne sont à l'approbation et la surveillance ainsi que la création et le développement de la radio et de télévision privée en Allemagne est compétent.</p> <p>Les radios privées ont été autorisées depuis le milieu des années quatre-vingt</p> <p>. Le cours pour le "système de radiodiffusion mixte", la juxtaposition de service public et la radiodiffusion privée, ont été placés dans le traité sur la radiodiffusion de 1987. Depuis lors, les dispositions de l'accord</p>	<p>ALM coordonne les questions fondamentales et transnationales de l'autorisation et de contrôle, et le développement de la radiodiffusion privée.</p>	<p>Radio télévision</p> <p>Protection des mineurs</p>	<p>☒ Protège les intérêts des institutions membres dans le domaine de la radiodiffusion à l'échelle nationale et internationale,</p> <p>☒ L'échange d'informations et la concertation avec les diffuseurs,</p> <p>☒ le traitement des affaires communes dans le domaine des médias audiovisuels, dans le programme particulier, du droit, de la technologie, la recherche, des médias et des Finances,</p> <p>☒ Obtenir des conseils sur les questions relatives aux tâches des institutions membres d'une importance fondamentale,</p> <p>☒ . Observation et analyse de l'élaboration de programmes et la</p>	<p>En Allemagne, la durée des mandats des assemblées des « Landesmedienanstalten » varie de quatre à six ans. Le droit allemand prévoit - mis à part le cas de l'expiration du mandat – la perte du mandat en cas de décès et de perte de certaines facultés juridiques. Les membres peuvent cependant à tout moment être révoqués par les instances qui les ont envoyés.</p> <p>En Allemagne, les fonctions dans les assemblées sont à titre honorifique, les incompatibilités limitées: les membres ne peuvent exercer d'activités ni détenir d'intérêts dans des entreprises de l'audiovisuel et dans un certain nombre de</p>

de retransmission ont été largement adaptées.

Radio - gérés par l'Etat et le secteur privé - est, selon la chose de base des pays de droit. Par conséquent, l'organisation et le contrôle social de la radiodiffusion privée sont régis par les médias régionaux.

radio et de télévisions privées sont donc soumis à des exigences réglementaires du programme, la mise en place d'institutions des médias indépendants du pays.

dans le domaine de Telemedia - en particulier l'Internet - par exemple, les exigences dans le domaine de la protection de la jeunesse, qui vérifient leur conformité avec les médias, les

rédaction des avis et rapports d'expériences sur ce point.

Laender il ne leur est pas permis d'exercer un mandat politique

Sa structure est composé de la :

Commission pour approbation et de surveillance (ZAK)

Direktorenkonferenz der Landesmedienanstalten (DLM) Directeurs des Offices des médias d'État (DLM)

Gremienvorsitzendenkonferenz (GVK) Président de la Conférence des comités (GVK)

Gesamtkonferenz (GK) Conférence générale (GK)

La coopération des autorités régionales des médias dans la gestion actif-passif se fait via la

Commission pour approbation et de supervision (ZAK)

autorités des Etats.

Directeurs des Offices des médias d'Etat ([DLM](#))

Président de la Conférence des comités ([GVK](#))

Conférence générale ([GK](#))

La Commission pour la jeunesse ([KJM](#)) l'autorité de contrôle central pour la protection des mineurs dans l'audiovisuel et des médias électroniques.

Cette commission comprend, outre les représentants de l'Etat fédéral et les organismes, et de la Science et de justice, nommés par les gouvernements fédéraux et étatiques, six représentants (directeurs) à la presse les institutions étatiques.

					Pour assurer la diversité des avis, la Commission sur la concentration des médias (KEK), les participations de groupes de médias différents dans les canaux.
<p>☐ BLM - Bayerische Landeszentrale für neue Medien (autorité de régulation de Bavière)</p>	<p>Le Bavaois Autorité de régulation pour une télévision commerciale (BLM) a approuvé et supervisé comme l'un des 14 autorités régionales des médias en Allemagne, la radio et de télévision privées de services en Bavière.</p> <p>Le BLM a été créée comme une entité sans personnalité morale de droit public ayant son siège à Munich et a le droit d'auto-administration sous la forme d'un constitutionnellement garantie de l'autonomie de la région qu'ils peuvent remplir, sans</p>	<p>MISE EN FORME Promouvoir RECHERCHE</p> <p>INFORMER</p>	<p>Radio télévision</p> <p>Protection des mineurs</p>	<p>le BLM pour assurer une programmation diversifiée, offrant une infrastructure technique viable, l'éducation et la formation des jeunes chercheurs et les médias une attitude responsable envers les médias. La BLM se voit comme une plateforme d'information à la fois pour le monde professionnel ainsi que pour le grand public et créer avec leurs événements et des publications pour un maximum de transparence.</p> <p>Dans l'accomplissement de ces tâches, le BLM a</p>	<p>Commission pour approbation et de contrôle (ZAK) et le Président de la Conférence des comités (GVK). la Commission sur la concentration des médias (KEK) la Commission pour la jeunesse (KJM)</p> <p>Les missions du Centre national doivent être fournis en vertu de l'article 12, paragraphe 1 BayMG par le Conseil des médias, à moins que le conseil ou le président décider en toute indépendance</p> <p>Le président, qui est élu par le Conseil des médias</p>

ingérence de l'État. Ils ont seulement soutenu par un droit limité à la surveillance par le ministère bavarois de recherche sur les sciences et les arts.

également toujours l'avenir du centre des médias de la Bavière dans l'œil.

pour une durée de 5 années, est responsable de la gestion et représente le centre national

Le Conseil des médias défend les intérêts de la communauté, permet l'équilibre et la diversité des opinions et surveille la conformité avec les principes du programme. Parmi d'autres, il se décide sur des questions d'importance fondamentale concernant l'élection du président et des membres du Conseil, relatif à la transmission et la retransmission de programmes diffusés sous la BayMG et sur l'élaboration de directives pour l'organisation du programme.

13 Abs. 1 BayMG geregelt.

La composition du Conseil des médias est désormais régie par l'article 13, paragraphe 1 BayMG. Les 47 membres

<p>☐ HAM - Hamburgische Anstalt für neue Medien (autorité de régulation de Hambourg)</p>	<p>Le HSH MA se voit comme un centre d'excellence de la radiodiffusion privée et des médias électroniques dans le domaine des communications de Hambourg / Le HSH MA est le régulateur de la radiodiffusion privée à Hambourg</p>	<p>Le HSH MA est le régulateur de la radiodiffusion privée à Hambourg . Elle s'acquitte des licences légales et les fonctions de surveillance. objectif est à la diversité et la performance des médias électroniques privés destinés au renforcement général. Avec des initiatives et des décisions, elle aide que les programmes existants peuvent se développer avec succès de nouveaux services audiovisuels et que les deux leurs chances.</p>	<p><u>Radio</u> <u>Télé</u></p> <p><u>Internet</u></p> <p>licences légales</p> <p>protection des mineurs</p>	<p>Comme une agence de l'audiovisuel, elle a conçu avec le cadre des médias audiovisuels, la promotion d'activités medienwirtschaftliche et représente les intérêts du public aux diffuseurs et opérateurs de plate-forme. objectif est à la diversité et la performance des médias électroniques privés destinés au renforcement général. Avec des initiatives et des décisions, elle aide que les programmes existants peuvent se développer avec succès de nouveaux services audiovisuels et que les deux leurs chances</p>	<p>du Conseil des médias seront déployés pour une période de cinq ans.</p> <p>. Le Directeur est élu par le Conseil des médias pour un mandat de cinq ans, il doit être qualifié pour en juger. Le directeur est la plus haute autorité publique et le supérieur hiérarchique des employés de l'institution</p> <p>Le Conseil des médias de la MA HSH se compose de quatorze membres d'honneur, dont sept membres de Hambourg sur la base des candidatures proposées par les groupes politiques du droit de la poulie de choix par les citoyens et que sept autres membres dans le Schleswig-Holstein par le Parlement avec une majorité de deux tiers de ses membres ont été élus. D'autres organes de la SAS MA pour l'évaluation des problèmes dans les</p>
--	---	---	--	--	--

☒ [KEK](#) - Die Kommission zur Ermittlung der Konzentration in Medienbereich (autorité de régulation chargée de garantir le pluralisme dans les médias)

la Commission sur la concentration des médias (KEK) a été fondée sur les dispositions de la 3e Rundfunkänderungsstaatsvertrag am 15. Mai 1997. L'amendement sur la radiodiffusion le 15 Mai 1997 a pour tâche de vérifier le respect des dispositions visant à assurer la diversité des opinions à la télévision et prendre les décisions appropriées. Pour l'admission à l'organisation du programme et des

vérifier le respect des dispositions visant à assurer la diversité des opinions à la télévision et prendre les décisions appropriées

la préparation et l'évaluation de réunions périodiques et des rencontres avec d'autres institutions. Il sert de point focal pour les autorités régionales des médias, diffuseurs, médias et autres. Les documents à la CCE devraient être envoyés à l'office.

. La CCE est responsable en tant que gouvernement à distance, la localisation de l'entité » pour l'évaluation finale des questions de sécurité de la diversité des opinions dans le cadre de l'organisation nationale de programmes de télévision »


programmes fédéraux, la [Commission pour l'approbation et de supervision \(ZAK\)](#), le [Président de la Conférence des comités \(GVK\)](#) et la [Commission sur la concentration des médias \(KEK\)](#). La [Commission pour la jeunesse \(KJM\)](#) sert d'organe de la SAS MA pour déterminer s'il répond aux exigences des programmes et offre [mineurs Service d'État \(JMStV\)](#).

La CCE(KEK) comprend

Les experts et deux membres suppléants dans les cas de la prévention de ces membres sont nommés par accord mutuel entre le Premier ministre du pays pour une période de cinq ans.

Les six représentants des médias, autorités de l'Etat et deux membres

	<p>changements dans la propriété des radiodiffuseurs KEK d'évaluer si une société acquise en organisant des programmes ou attribuables à lui par le changement de propriété du capital, ou les deux, l'opinion publique dominante. La mise en œuvre d'un contrôle de la concentration à l'échelle nationale sont vos devoirs que le processus décisionnel du corps et un médiateur a été attribué à toutes les institutions des médias d'Etat.</p>				<p>suppléants dans les cas de la prévention de ces représentants sont élus par les médias, institutions d'Etat pour la durée du mandat de la CCE.</p> <p>. Les membres de la CCE ne sont pas tenus de s'acquitter de leurs fonctions par des instructions.</p> <p>La CCE doit prendre ses décisions par vote à la majorité de ses membres législatives. Dans le cas d'une égalité des voix, la voix du président sera de décider quand ils empêchent la voix du vice-président.</p>
<p>☐ LMS - Landesmedienanstalt Saarland (autorité de régulation de Sarre)</p>	<p>Depuis 1984, le monde des médias autorité Saarland (LMS) supervise la radio et de télévisions privées prestataires de services dans la Sarre. En</p>	<p><u>Pouvoir de régulation en matière de télévision radio et pour la promotion de film</u></p>	<p>Radio Télé</p>	<p>supervise la radio et de télévisions privées prestataires de services dans la Sarre. En outre, elle est impliquée dans le domaine de l'éducation</p>	<p>Le Conseil des médias de Landesmedienanstalt Saarland, A été re-constitué en Février 2007, est composé de représentants 33</p>

<p data-bbox="152 1295 456 1433">  LFK - Landesanstalt für Kommunikation Baden-Württemberg (autorité de régulation du Bade- </p>	<p data-bbox="472 164 775 264"> outre, elle est impliquée dans le domaine de l'éducation aux médias. </p> <p data-bbox="472 1295 775 1362"> Idem meme shema dans chaque lander </p>		<p data-bbox="1171 204 1263 228">cinéma</p>	<p data-bbox="1447 164 1756 480"> aux médias. Une autre priorité de la LMS est de soutenir le Media Center. Film Commission. Sous l'égide du Fonds du film, lancé son jeu Saarland Saarland Medien GmbH a été fondée en 2008 et de la Sarre Film Commission. </p>	<p data-bbox="1767 164 2078 264"> bénévoles actuellement d'autres groupes concernés. </p> <p data-bbox="1767 272 2085 588"> Il est comparable à l'organe de contrôle de la Radio de la Sarre, le Conseil de la radiodiffusion, sera envoyé aux représentants de ces mêmes groupes.. Son mandat est de quatre ans. </p> <p data-bbox="1767 596 2069 1278"> Les membres du Conseil des médias de décider, pour exemple, concernant la répartition des capacités de transport des sanctions pour les violations programmation des télédiffuseurs privés, mais aussi le plan d'affaires annuel de la LMS. Les points de décision sont généralement examinée en détail à l'avance dans un ou plusieurs des quatre comités du Conseil des médias et de préparation. </p>
---	---	--	---	---	--

Wurtemberg)					
<p>☒ LFM - Landesanstalt für Rundfunk NordRhein Westphalen (autorité de régulation de Nord Rhénanie Westphalie)</p>	idem				
<p>☒ BREMA - Bremische Landesmedienanstalt (autorité de régulation de Brême)</p>	idem				
<p>LPR - Landeszentrale für private Rundfunkveranstalter Rheinland-Pfalz (autorité de régulation de Rhénanie-Palatinat)</p>	idem				
<p>☒ LPR-Hessen - Hessische Landesanstalt für privaten Rundfunk (autorité de régulation de Hesse)</p>	idem				
<p>☒ LRA - Landesrundfunkausschuß für Sachsen-Anhalt (autorité de régulation de Saxe-Anhalt)</p>	idem				
<p>☒ LRZ - Landesrundfunkzentrale Mecklenburg-</p>	idem				

Vorpommern (autorité de régulation de Mecklembourg-Poméranie occidentale)					
☒ MABB - Medienanstalt Berlin-Brandenburg (autorité de régulation de Berlin/Brandebourg)	idem				
☒ NLM - Niedersächsische Landesmedienanstalt für privaten Rundfunk (autorité de régulation de Basse-Saxe)	idem				
☒ SLM - Sächsische Landsanstalt (autorité de régulation de Saxe)	idem				
☒ TLM - Thüringer Landesmedienanstalt (autorité de régulation de Thuringe)	idem	idem	idem	idem	idem
☒ ULR - Unabhängige Landesanstalt für Rundfunk (autorité de régulation du Schleswig-Holstein)	idem	idem	idem	idem	idem
☒ KJM - Kommission für Jugendmedienschutz des Landesmedienanstalten	la Loi sur la protection de la jeunesse (JuSchG) et le traité sur la protection de	Pour surmonter la fragmentation de la structure de contrôle qui	Protection des mineurs dans les média (tv video, cd	Protéger les mineurs dans tout les medias tv radio et internet	La KJM a 12 membres : six membres sont parmi les administrateurs des

<p>(commission des instances de régulation allemandes pour la protection de la jeunesse)</p>	<p>la dignité humaine et des mineurs dans l'audiovisuel et des médias électroniques (JMStV), les gouvernements fédéraux et étatiques disposent du cadre juridique pour les médias (films, cassettes vidéo, CD Rom, etc) et les médias en ligne (radio , les téléservices et les services de médias) ont résumé et standardisés</p>	<p>a créé la Commission pour la jeunesse (KJM), qui agit comme une agence centrale de surveillance pour les jeunes de la radio privée et dans les télémédias (Internet). Cela empêche que le même contenu dans différents médias soit soumis à des lois différentes. . La KJM doit examiner si il ya des infractions et décider des mesures.. Ces actions seront exécutées par les médias, les autorités étatiques.</p>	<p>film, téléservice, radio, internet etc.)</p>		<p>autorités régionales des médias, quatre membres nommés par le Supérieur de l'Etat responsables des collectivités protection de la jeunesse et a envoyé deux membres de l'organisme suprême fédérale chargée de la jeunesse</p> <p>Jugendschutz.net est lié à la KJM et les soutient dans la surveillance d'Internet.</p> <p>jugendschutz.net a été fondée en 1997 par les ministres de la jeunesse de tous les Etats afin de vérifier jugendschutzrelevante offres sur l'Internet (connu sous le nom Tele). Cet examen est maintenant en partie dans le contexte de l'observation continue. Mais la traite a également examiné Jugendschutz.net Telemedia, qui répond à des plaintes concernant la hotline proposée plus</p>
--	--	--	---	--	---

<p>Bundesnetzagentur für Elektrizität, Gas, Telekommunikation, Post und Eisenbahnen L'Agence fédérale des réseaux d'électricité, gaz, télécommunications, services postaux et des chemins de fer (en allemand:; abréviation: BNetzA</p>	<p>un organisme fédéral indépendant sous la juridiction du ministère fédéral de l'Economie et la Technologie, basé à Bonn. Seit dem 13. Depuis le 13 Juillet 2005 est l'organisme de réglementation pour les télécommunications et la poste, auprès du ministère des Postes et Télécommunications (BMPT) et l'Office fédéral</p>	<p>. . Pour l'application des objectifs réglementaires, il a été équipé d'outils et d'instruments efficaces qui incluent également des informations et droits de l'enquête, et a obtenu des sanctions</p>	<p>d'électricité, gaz, télécommunications, services postaux et des chemins de fer. Elle est également l'autorité racine sous les signatures électroniques</p> <p>Le 13 Juillet, 2005, le gouvernement a décidé de renommer à l'Agence de la</p>	<p>l'objectif principal est la réglementation des segments de marché ex-gouvernementales qui ont été libérés dans l'économie publique. Le FNA réglemente par exemple le prix de transporteur dans le secteur des télécommunications</p> <p>mission de garantir, grâce à la libéralisation et la</p>	<p>tôt.</p> <p>Pour les violations des dispositions de l'État du service des jeunes aux médias a le jugendschutz.net vendeur out et en informe le ou la KJM autonomes respectives, volontaires, à condition que le fournisseur soit un membre d'une institution reconnue d'autorégulation volontaire.</p> <p>????</p>
---	--	---	---	---	---

<p>- Freiwillige Selbstkontrolle Fernsehen (FSF) - Instance d'autorégulation de la télévision</p>	<p>des Postes et Télécommunications (BAPT), rebaptisée Agence fédérale des réseaux bureau de la réglementation allemande pour les télécommunications, les services postaux, l'électricité, de gaz et les marchés des trains autrefois connu sous le nom de l'Autorité de régulation des télécommunications et des postes (en allemand: <i>Regulierungsbehörde für Telekommunikation und Post</i>, la RegTP)</p> <p>Les volontaires Fernsehen (FSF) est une organisation à but non lucratif de diffuseurs de télévision privée en Allemagne. L'objectif de la FSF est de deux ordres: une évaluation du programme de mineurs à la télévision de répondre aux préoccupations des médias et par les activités d'enseignement, les publications et le soutien de la recherche sur</p>	<p>En plus de l'organisation et la coordination des travaux d'audit, elle est responsable de la réalisation des objectifs de l'association et les tâches. Il s'agit notamment de l'organisation et la mise en œuvre des événements, des conférences et à des projets de médias, la production de matériels d'information et de</p>	<p>Bundesnetzagentur (Agence fédérale des réseaux). Sa finalité sera étendu aux marchés de train et de services internet</p> <p>télévision</p>	<p>déréglementation pour le développement futur de l'électricité, le gaz, les télécommunications, les services postaux et depuis le 1er Janvier 2006 sur le marché des infrastructures ferroviaires.</p> <p>agit comme une interface entre les stations, les examinateurs et les modérateurs, la FSF organismes et le public.</p>	<p>25 stations privées de télévision allemande (Juillet 2009)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Financement de l'association • Élection du conseil d'administration et la nomination des membres du conseil (après consultation avec le conseil
---	---	--	--	---	--

	<p>l'utilisation consciente du média de la télévision à promouvoir.</p>	<p>publications, la publication du <i>discours TV magazine</i>, notamment la participation à des tables rondes, conférences et ateliers en tant que consultant</p>		<p>d'administration actuel d'administration)</p>
--	---	--	--	--